

**EUROPE : ENFIN LE DEBAT I**

---

1988 marque un tournant dans l'histoire de l'Europe. Aucune disposition vraiment nouvelle n'est pourtant adoptée. Non, il s'agit d'un tournant psychologique. Pour la première fois, les questions posées par l'Acte Unique commencent à être prises au sérieux par les opinions publiques. Jusqu'ici, le cheminement des institutions européennes était d'une part le quotidien routinier des juristes, diplomates et autres eurocrates, d'autre part l'horizon mythique des politiciens désespérant de trouver une issue à la crise dans le cadre national. Il y avait les "résolument pour" (la grande majorité) et les "résolument méfiants" (la CGT française, le Trade Union Congress britannique, les socialistes danois, etc...). En France, les principaux candidats à l'élection présidentielle de Mai 88 surenchérent dans la mythologie, laissant aux forces minoritaires (PCF, Front National) le monopole du doute.

Tragique erreur ! Il y avait matière à doute, et, dès l'élection de François Mitterrand acquise, la presse et les hommes politiques semblèrent se réveiller à une réalité qui leur avait échappée. L'Acte Unique posait des problèmes on ne peut plus sérieux ! D'unification du marché des capitaux en suppression des frontières, il aboutissait à supprimer tout ce qui avait permis jusqu'à présent une régulation de la croissance puis un pilotage de la crise dans le cadre national... et cela,

sans rien prévoir d'autre à la place que la libre concurrence !

Résumons. De 1957 à 1973, la croissance était régulée de façon principalement interne par la législation sociale, les conventions collectives, l'Etat Providence, la dépense publique, la politique monétaire. Ce modèle de croissance (qu'on appelle aujourd'hui "fordisme" (1)) ne trouvait pas d'entrave dans le Marché Commun, car chaque partenaire pratiquait en gros la même politique: activer la croissance en organisant la montée du pouvoir d'achat. Divers mécanismes (TVA déductible à la frontière, ajustements monétaires, plans de refroidissement fiscaux, etc...) permettaient d'apurer périodiquement les déséquilibres commerciaux.

Dans les années 70, l'internationalisation des échanges au sein de la CEE, et le resserrement des carcans institutionnels, retirent peu à peu aux Etats ces possibilités de régulation. Derrière aventure: la "relance Mauroy" de 1981, à contre-courant. Au bout de 18 mois, le ministre des finances, J. Delors, doit déclarer: <<Il nous faut dorénavant nous efforcer de croître 1% moins vite que nos partenaires>>. Inutile d'être un spécialiste de la théorie des jeux pour deviner l'effet global résultant de 12 stratégies obéissant au même principe: la stagnation. De 1980 à 1987 la croissance industrielle n'est que de 10% dans le CEE, et le chômage tourne autour de 10%. Au Japon, aux USA, et dans l'Europe non-CEE, la croissance aura dépassé 20%, le chômage sera resté inférieur à 5%.

Or l'Acte Unique, qui supprime les derniers "sas" et généralise la concurrence des marchandises sans prévoir de mécanismes sociaux-politiques communs compensateurs, ne peut qu'aggraver le problème. Ce dont brusquement s'avisent l'intelligentsia et le patronat français, y compris les plus anciens héritiers de la mystique européenne (2).

C'est du secteur de la "seconde gauche" (qui, avec Michel Rocard, vient d'arriver au pouvoir) que partent les premiers cris d'alarme. Le détonateur est sans doute le débat sur l'Impôt sur le Patrimoine censé financer le Revenu Garanti (seule mesure "de gauche" envisagée pour le septennat). Dès le mois de Juin, les experts font observer que tout impôt sur le capital est strictement borné par le contexte européen, étant donnée la libre circulation des capitaux prévue pour 1990. Or la France occupe déjà une position moyenne, et en l'absence d'une législation européenne, il faudra s'aligner sur l'Etat le moins gourmand: le Luxembourg.

A l'été, Michel Rocard élargit brutalement le débat: l'unification de la TVA, rendue obligatoire par la suppression des frontières, ne peut que réduire considérablement les revenus des Etats où, comme en France, l'impôt indirect finance la moitié du budget. Bref, il faut choisir: ou l'Europe, ou le maintien d'un certain rôle pour les Etats souverains.

Dans sa chronique annuelle du Monde du mois d'Août, Edmond Maire, le très européen dirigeant de la CFDT, attaque sur un

autre front: sans Espace Social préalable, le Marché Unique va donner la prime au "dumping social" de la part des pays où le rapport salarial est le plus défavorable.

Cette fois, Jacques Delors, devenu Président de la Commission Européenne, doit réagir. Lui, qui avait pesé lourdement dans le débat qui avait conduit les socialistes français à subordonner toute ambition sociale aux rythmes de l'avancée européenne, se sent attaqué par des hommes de sa propre sensibilité. Il riposte aussitôt dans Libération: oui, il faut une Europe Sociale, d'ailleurs nous (c'est-à-dire Bruxelles) la faisons: voyez le rapport Marin (3). Et de citer un premier exemple: les transports routiers. Et de se reconforter du véritable triomphe personnel remporté au Congrès du Trade Union Congress. Les syndicalistes britanniques, écrasés par 10 ans de thatchérisme, viennent en effet de se rendre compte que leur planche de salut réside dorénavant dans une Europe unifiée selon les normes de l'Allemagne Fédérale, devenue paradoxalement la forteresse des droits sociaux et syndicaux, la "queue de peloton" dans le processus de "flexibilisation", de précarisation des relations de travail, selon le mot d'Ulrich Zachert (4).

Ce cas des transports routiers (activité internationalisée par nature !) est tout-à-fait intéressant. Le patronat allemand s'est vu arracher au fil des ans une législation sociale très avancée, qui l'a contraint à rechercher des gains "vertueux" de productivité plutôt que les facilités de

la régression sociale. Mais cet équilibre qui fait la force de l'Allemagne peut être détruit par une mise en concurrence trop directe avec les salariats peu protégés de l'Europe du Sud. Il n'est pas étonnant que l'Allemagne ait été la première à imposer des clauses sociales sur le libre-échange. Mais d'ores et déjà, comme le note U. Zachert, le patronat allemand cherche à utiliser la directive européenne sur les transports (forcément moins avantageuse pour les salariés que les conventions allemandes) pour s'aligner "vers le bas".

C'est avec l'unification monétaire que le débat atteint l'incandescence. La possibilité pour un Etat d'ouvrir plus ou moins libéralement le robinet du crédit est le régulateur le plus direct de l'harmonie sociale: on l'a vu avec les "chocs monétaristes" des années 80. Or la libre circulation des capitaux rend obligatoire à court terme une forme d'unification monétaire, donc un abandon de souveraineté décisif à une sorte de Banque Centrale européenne. La commission Miguel Boyer commence à plancher sur le sujet quand Madame Thatcher lance devant le Parlement de Londres un avertissement provocateur: «Il n'y aura pas de Banque Centrale Européenne tant que cette maison existera». C'est exagéré, mais il y a du vrai: choisir un taux d'intérêt, un taux d'accroissement monétaire, c'est choisir un degré de tension ou de compromis social, c'est de fait un acte politique, qui doit être soumis au contrôle démocratique.

Le temps de l'Europe purement techno-économique s'achève.

Continuer dans cette voie, c'est de fait déjà un choix politique: le choix du rétablissement de la jungle concurrentielle du XIX<sup>e</sup> siècle. D'où la colère de Madame Thatcher qui traite la pourtant bien timide Commission Européenne de "nid de marxistes attardés". Choisir au contraire la préservation des objectifs sociaux de l'activité économique, la recherche démocratique d'un accord entre citoyens de l'Europe, implique un pas en avant dans l'unification socio-politique, et cela avant le Marché Intérieur.

Mais construire un espace de débat et de décision démocratique européen, du marché, c'est tout simplement... bâtir une nation. Comme l'Allemagne et l'Italie à la fin du siècle dernier. Or les nations ne se bâtissent pas à froid. Il leur faut une mystique. La mystique guerrière est heureusement exclue. Une mystique sociale saura-t-elle s'imposer ? Ou l'Europe connaîtra-t-elle le sort de l'Empire Austro-Hongrois, qui éclata faute de débat interne, faute de citoyens qui lui soient attachés ? Tel est l'enjeu des quatre prochaines années.

Alain LIPIETZ

**NOTES**

- 1) Sur le fordisme et les aspects internationaux de sa crise, voir par exemple A. Lipietz, Mirages et miracles, La Découverte.
- 2) Voir par exemple Michel Albert et Jean Boissonnat Le Boom, la Crise, le Krach, Seuil.
- 3) Voir le présent dossier, et la très précieuse "bible" de Guy Caire et Robert Delorme: Europe, Quel espace social, Les Cahiers de la FEN.
- 4) <<Les formes d'emplois: problèmes et tendances actuelles en Allemagne Fédérale>>, Colloque International sur les Formes d'Emploi, Paris, Novembre 1988.